

Caldwell, Malcolm et Tan, Lek, *Cambodia in the Southeast Asian War*, Monthly Review Press New York et Londres, 1973, 446 p. + cartes.

Robert Garry

Volume 5, numéro 1, 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700416ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700416ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Garry, R. (1974). Compte rendu de [Caldwell, Malcolm et Tan, Lek, *Cambodia in the Southeast Asian War*, Monthly Review Press New York et Londres, 1973, 446 p. + cartes.] *Études internationales*, 5(1), 161–163.  
<https://doi.org/10.7202/700416ar>

soit la crise marocaine et la guerre italo-turque. C'est un ouvrage solidement étayé par les sources disponibles (procès-verbaux, correspondance, journaux et revues) et d'une objectivité exemplaire.

Ce qu'il faut retenir de cette étude minutieuse, c'est que les attitudes des partis et les clivages en leur sein annoncent les divisions de 1914. Les mêmes tendances se manifestent, les mêmes justifications sont avancées telles qu'on les retrouvera dans l'été de 1914. À l'exception d'un Gustave Hervé ou d'un Benito Mussolini, ardents révolutionnaires en 1911, jusqu'aboutistes en 1914, on retrouve les mêmes lignes de conduite opposées chez les diverses tendances. Les prises de position de 1914 ne sont donc pas accidentelles, mais répondaient à des motivations profondes. Particulièrement importants à considérer sont les débats au sein du parti social-démocrate allemand. En effet, en 1914, l'attitude du parti allemand conditionnera ou tout au moins justifiera le ralliement d'autres grands partis socialistes à l'union sacrée.

Lors de la crise d'Agadir, il devint rapidement évident aux autres partis socialistes que le parti allemand traînait de l'arrière. C'est ainsi qu'il refusa d'envoyer à Paris l'un ou l'autre de ses dirigeants pour participer à une réunion de masse contre la guerre. En Allemagne même, la première manifestation de masse fut organisée par Karl Liebknecht, qui incarnera pendant la Première Guerre mondiale avec Rosa Luxembourg la lutte contre la guerre, alors que la direction du parti restait sur une position attentiste ou tout au moins de protestation verbale. Enfin, le parti social-démocrate allemand adopta une attitude dilatoire qui empêcha une réunion du Bureau socialiste international de se tenir dès le début de la crise. Ce n'est qu'au début d'août, soit un mois après le commencement du conflit que la direction du parti, pressée par l'aile gauche, se mit enfin en branle. Mais, même alors, l'aile droite dirigée par les David et Noske protesta, préfigurant sa position ultranationaliste de la Première Guerre mondiale. Le flottement du parti social-démocrate allemand en 1911 et son refus de souscrire à des actions précises contre la guerre, comme une grève générale simultanée dans les divers pays, annoncent son attitude de ralliement à la défense nationale en 1914.

L'étude de Jemnitz, fort détaillée en ce qui

concerne les partis, souffre d'un mal commun à la plupart des études sur le mouvement ouvrier international : une ignorance quasi complète des attitudes des militants de base des partis et de celles des masses qui donnaient leurs suffrages aux partis ou même participaient à des actions de masse. Or toute explication pertinente de l'activité du mouvement ouvrier, particulièrement de l'échec de 1914, implique une connaissance de l'état du sentiment des masses. Superficiellement, on a l'impression d'un passage durant l'été de 1914 de l'internationalisme à un nationalisme outrancier. Des romanciers, comme Martin du Gard dans *Les Thibault* ou Jules Romains dans *Les hommes de bonne volonté*, ont bien rendu l'atmosphère de cette période. À l'heure actuelle, on apprend plus dans ces romans sur les changements de sentiment dans les masses qu'en lisant des procès-verbaux de réunions de partis et du Bureau socialiste international. Cependant, une étude en profondeur devrait nous révéler la nature de l'internationalisme des masses avant 1914. Sa superficialité relative ou l'absence de mots d'ordre précis des partis et des syndicats expliquerait la résurgence dans l'été de 1914 d'un nationalisme latent ou qui se mêlait auparavant à l'internationalisme, nationalisme héritier, par exemple, de la grande Révolution française, fort perceptible chez un Guesde ou un Jaurès voisinant avec leur internationalisme. Mais ce ne sont là qu'hypothèses que seules des recherches de longue haleine permettraient de vérifier et de démêler.

André P. DONNEUR

*Science politique,*  
*Université du Québec à Montréal*

CALDWELL, Malcolm et TAN, Lek,  
*Cambodia in the Southeast Asian War,*  
Monthly Review Press New York et  
Londres, 1973, 446p. + cartes.

Jusqu'au 30 avril 1970, le Cambodge était demeuré un havre de paix, à l'écart de la guerre atroce, qui, depuis 1961, ensanglante la péninsule indochinoise. La guerre du Viêt-nam s'était jusque-là traduite par quelques incursions limitées des belligérants et de leurs alliés aux

frontières du pays. Le prince Sihanouk avait réussi, de peine et de misère, par une série d'interventions diplomatiques et de difficiles compromis, à maintenir la neutralité de son pays : un Cambodge neutre constituait, dans ce qu'un grand magazine américain appelait, innocemment, en 1967 : *Our New Western Frontier*, un chaînon manquant ; c'était une brèche dans le dispositif militaire stratégique américain que le Pentagone ne pouvait plus longtemps tolérer.

L'ouvrage de Malcolm Caldwell et Lek Tan explique, avec minutie, l'implacable processus par lequel le Cambodge est entré à son corps défendant, dans la guerre. C'est un exposé critique des événements qui sont survenus depuis la conférence de Genève de 1954, qui a mis fin à la première guerre d'Indochine, jusqu'à la naissance et l'organisation de la résistance khmère et sa marche inexorable vers la libération du Cambodge de l'impérialisme américain et de ses valets. Le principal mérite de cet ouvrage réside, à notre sens, dans la perspicacité et le soin avec lesquels ses auteurs ont démonté, pièce par pièce, l'odieux mécanisme grâce auquel les États-Unis ont fait entrer le Cambodge dans leur sphère d'action et l'ont contraint à prendre part, au prix de destructions effroyables et de nombreuses pertes de vie, à la guerre la plus inhumaine que le monde ait jamais connue.

Parmi l'énorme littérature suscitée par la guerre du Viêt-nam et ses séquelles, nous ne connaissons aucun ouvrage qui puisse donner une image plus fidèle du tragique destin d'un pays sans défense et pacifique entre tous. Au sérieux de l'information s'allie l'impartialité des commentaires, appuyés sur d'irréfutables documents et une perception aiguë, des hommes, de leur comportement et des situations au sein desquelles ils évoluent. À tout cela s'ajoute la vision prophétique d'un avenir, que les événements subséquents n'ont fait que confirmer et qui verra la défaite ignominieuse de l'impérialisme américain et l'avènement d'une ère de paix pour le peuple khmer.

Ayant séjourné au Cambodge pendant plus de quinze ans, ayant été très proche du prince Sihanouk et de la plupart des protagonistes de la tragédie cambodgienne, dont beaucoup ont été nos collaborateurs ou nos amis ; ayant été, par ailleurs, mêlé aux événements qui sont

relatés dans cet ouvrage, nous nous sentons tout à fait à l'aise pour souligner l'exceptionnelle valeur du témoignage qui nous est apporté ; seul il peut nous permettre de porter un jugement serein sur les événements tragiques qui déchirent le Cambodge depuis l'invasion américaine et la mainmise des États-Unis sur ce malheureux pays.

Malcolm Caldwell et Lek Tan décrivent, tout au long, les prolégomènes de cette invasion, qu'ils font remonter aux événements qui ont marqué l'établissement du protectorat français sur le Cambodge, en 1863. Nous voudrions faire ici une réserve ; si nous souscrivons, dans une large mesure, à la sévérité du jugement porté par les auteurs sur l'exercice de l'autorité française, nous tenons toutefois à souligner les profondes différences qui existent entre la sujétion exercée par les Français au Cambodge et au Viêt-nam. Beaucoup, parmi les résidents, chefs de province au Cambodge, pratiquaient la langue khmère ; ils étaient très proches de leurs administrés qu'ils protégeaient efficacement contre les exactions des fonctionnaires de l'administration cambodgienne. Ceci explique qu'il n'y ait jamais eu, pour ainsi dire, de sang versé entre Français et Cambodgiens et que des liens d'une amitié profonde se soient tissés entre eux. Par ailleurs, la comparaison entre le « premier protectorat », exercé par les Français, de 1863 à 1953, et le « deuxième protectorat », exercé, plus tard, par les États-Unis nous paraît pour les mêmes raisons quelque peu discutable.

Ces réserves étant faites, nous ne pouvons que souscrire entièrement au tableau que dressent les auteurs, de l'intervention américaine. Les États-Unis n'ont reculé, pour parvenir à leurs fins, devant aucun moyen, aussi brutal et cruel soit-il : pression diplomatique, intimidation, subornation, violation de frontières, attaques en force par des commandos de mercenaires, bombardements à la bombe ou au napalm, défoliation, destructions systématiques, furent, tour à tour, employés. Impuissants à contraindre par la force, le Cambodge à se ranger à leurs côtés, les États-Unis utilisèrent une autre tactique ; avec un odieux machiavélisme, ils suscitèrent, à coups de millions de dollars, une opposition réactionnaire contre le gouvernement légal et provoquèrent la déposition du prince Sihanouk qui constituait le seul obstacle

à leur intervention armée. Le Cambodge est ainsi devenu un État satellite à la dévotion totale de ses maîtres et docile exécutant de leur égoïste politique.

L'ouvrage s'achève par l'évocation de l'organisation de la résistance khmère fondée sur l'alliance du gouvernement cambodgien en exil à Pékin et la gauche cambodgienne combattant dans les maquis; son audience et sa puissance s'accroissent chaque jour, et laissent présager, non seulement la libération du territoire, mais aussi, comme concluent les auteurs de l'ouvrage, « une ère nouvelle de développement économique et de justice sociale ».

Robert GARRY

*Géographie,*  
*Université de Montréal*

LAY, S. Houston, CHURCHILL, Robin, NORDQUIST, Myron, *New Directions in the Law of the Sea*, Oceana Publications Inc., The British Institute of International and Comparative Law, Documents, 1973, 2 volumes, 911p.

L'ouvrage se présente sous la forme de deux volumes de documents relatifs au droit de la mer, et qui ont servi de support à une conférence internationale tenue à Londres du 1<sup>er</sup> au 4 février 1973 sous l'égide du *British Institute of International and Comparative Law*. Nous ne disposons malheureusement pas, pour les fins de la présente recension, du troisième volume faisant état de la conférence elle-même. Précisons toutefois que celle-ci avait pour thème « les nouvelles orientations du droit de la mer », ce qui explique le titre de la collection complète. On notera toutefois que ce titre convient assez peu aux deux premiers volumes de la collection, qui constituent plus une compilation de textes de droit positif que d'avant-projets ou à plus forte raison de positions doctrinales, ce qui surprend quelque peu à la veille de la troisième conférence sur le droit de la mer.

Le Secrétariat des Nations Unies a déjà publié plusieurs recueils de documents sur le droit de la mer en prévision de cette conférence, mais il s'agit seulement de traités et de législations nationales. Ici, on a recherché aussi à

compiler les principales résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies ou certaines déclarations unilatérales émanant d'États, compte tenu, comme en témoigne l'introduction de l'ouvrage, du double but de la publication. D'abord, réunir les textes fondamentaux dans un ensemble de consultation facile. Ensuite, fournir de la documentation relative aux problèmes actuels du droit de la mer et à son futur développement. On sait que ce droit est actuellement à un virage, puisque le progrès réalisé dans l'exploration et l'exploitation des océans a mis en conflit le traditionnel principe de la liberté des mers avec les exigences des États riverains sur des zones de plus en plus étendues, avec les revendications légitimes des États en voie de développement ou de ceux qui sont dépourvus du littoral, et avec les nécessités croissantes d'un contrôle international sur la haute mer. Les problèmes du droit de la mer sont même rendus à ce point solidaires les uns des autres qu'à l'instigation du Canada, ils seront examinés globalement lors de la prochaine conférence.

La première partie de l'ouvrage est consacrée aux revendications étatiques sur certaines zones maritimes. Relativement à la mer territoriale, on trouve évidemment en bonne place la convention de Genève de 1958 qui lui est consacrée, suivie de quelques proclamations unilatérales. Ainsi, celles de l'Argentine et du Brésil, qui revendiquent une mer territoriale de deux cent milles. Puis celle de la France, qui vient en 1971 d'étendre cette zone à douze milles, en dépit de son attachement traditionnel à la largeur de trois milles. On trouve aussi la déclaration des Philippines intéressante, puisqu'elle concerne ce qu'il est convenu d'appeler des « eaux archipélagiques » et ferme en eaux intérieures une grande partie de mer. C'est là une des questions qu'aura à régler la conférence de 1974. Le Canada en attend beaucoup sur ce plan. Il en est de même pour la question du libre passage inoffensif, qui se voit définir de façon très restrictive par la déclaration soviétique de 1960.

Viennent ensuite les limites de pêche. On trouve ici la convention européenne de 1964 très importante puisqu'elle a manifesté une solidarité nouvelle, de type régional, entre les États riverains de la mer du Nord, solidarité qui a connu une application plus récente avec la